

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/41994]

2 JUIN 2021. — Loi portant dispositions
financières diverses relatives à la lutte contre la fraude (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er} — DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution

TITRE 2 — DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVOIR DE DENONCIATION DES MECANISMES FISCAUX PARTICULIERS PAR LES AUTORITES DE CONTROLE DU SECTEUR FINANCIER

CHAPITRE 1. — *Modifications de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique*

Art. 2. À l'article 35/3 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, inséré par la loi du 20 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“L'article 35 s'applique aux commissaires agréés, aux réviseurs d'entreprises et aux experts quant aux informations dont ils ont eu connaissance en raison des missions qui leur ont été confiées au sein des établissements soumis au contrôle de la Banque ou au contrôle desquels elle participe, en application des articles 12bis et 36/2.” ;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“Dans le cadre de l'obligation qui leur incombe de faire d'initiative rapport à l'autorité de contrôle dès qu'ils constatent des décisions ou des faits qui peuvent constituer des violations des lois de contrôle sectorielles, les commissaires agréés en fonction auprès d'établissements soumis au contrôle de la Banque ou au contrôle desquels elle participe en application des articles 12bis et 36/2, sont tenus, lorsqu'ils disposent, dans l'exercice de leurs missions, d'éléments concrets de mécanismes particuliers au sens de l'article 36/4, de les dénoncer à la Banque.”.

Art. 3. L'article 36/4 de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 3 mars 2011 et modifié par la loi du 20 juillet 2020, est remplacé par ce qui suit :

Art. 36/4. Dans l'accomplissement de ses missions visées aux articles 12bis et 36/2, la Banque ne connaît pas des questions d'ordre fiscal. Toutefois, lorsqu'elle dispose d'éléments concrets de mécanismes particuliers dans le chef d'un établissement dont elle assure ou participe au contrôle, elle les dénonce aux autorités judiciaires.

Par “mécanisme particulier”, on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède de l'établissement lui-même ou implique de toute évidence la coopération active de l'établissement ou, encore, procède d'une négligence manifeste de l'établissement ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que l'établissement sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écarte des normes et des usages normaux en matière d'opérations bancaires, d'assurances et financières.”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/41994]

2 JUNI 2021. — Wet houdende diverse
financiële bepalingen inzake fraudebestrijding (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — ALGEMENE BEPALING

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE VERPLICHTING TOT AANGIFTE VAN BIJZONDERE FISCALE MECHANISMEN DOOR DE FINANCIËLE TOEZICHTHOUDERS

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België*

Art. 2. In artikel 35/3 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Artikel 35 is van toepassing op de erkende commissarissen, op de bedrijfsrevisoren en op de deskundigen, wat de informatie betreft waarvan zij kennis hebben genomen in het kader van hun opdrachten bij instellingen waarop de Bank toezicht uitoefent of mede toezicht uitoefent, met toepassing van de artikelen 12bis en 36/2.” ;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

“In het kader van hun verplichting om op eigen initiatief verslag uit te brengen bij de toezichthouder zodra zij kennis krijgen van beslissingen of feiten die kunnen wijzen op een overtreding van de sectorale toezichtwetten, dienen de erkende commissarissen werkzaam bij instellingen waarop de Bank toezicht uitoefent of mede toezicht uitoefent met toepassing van de artikelen 12bis en 36/2, aan de Bank een aangifte te doen wanneer ze bij de uitvoering van hun opdrachten over concrete elementen beschikken met betrekking tot bijzondere mechanismen in de zin van artikel 36/4.”.

Art. 3. Artikel 36/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2020, wordt vervangen als volgt :

“Art. 36/4. Bij de uitoefening van haar opdrachten bedoeld in de artikelen 12bis en 36/2 is de Bank niet bevoegd inzake belastingaangelegenheden. Wanneer zij evenwel over concrete elementen beschikt met betrekking tot bijzondere mechanismen bij een instelling waarop zij toezicht uitoefent of mede toezicht uitoefent, doet ze daarvan aangifte bij het gerecht.

Onder “bijzonder mechanisme” wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen ;

2° het initiatief ertoe wordt door de instelling zelf genomen of de instelling neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de instelling ;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen ;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de instelling weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake bancaire, verzekerings- en financiële verrichtingen.”.

Art. 4. L'article 36/25, § 4, de la même loi, modifié par la loi du 25 avril 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Il est interdit aux contreparties centrales de mettre en place un mécanisme particulier au sens de l'article 36/4, alinéa 2, les normes et usages normaux visés au 4° dudit article étant les normes et usages normaux en matière d'opérations réalisées dans le cadre des services visés aux articles 14 et 15 du Règlement 648/2012."

Art. 5. Dans l'article 36/26/1 de la même loi, inséré par la loi du 30 juillet 2018 et modifié par la loi du 2 mai 2019, il est inséré un paragraphe 5/1 rédigé comme suit :

"§ 5/1. Il est interdit aux dépositaires centraux de titres et aux organismes de support de mettre en place un mécanisme particulier au sens de l'article 36/4, alinéa 2, les normes et usages normaux visés au 4° dudit article étant les normes et usages normaux en matière d'opérations réalisées dans le cadre des services visés à l'annexe du Règlement 909/2014."

Art. 6. L'article 36/31, § 1^{er}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 3 mars 2011 et modifié par la loi du 30 juillet 2018, est complété par un 4° rédigé comme suit :

4° les contreparties centrales visées à l'article 36/25, § 4, les dépositaires centraux de titres, les organismes de support visés à l'article 36/26/1 qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens desdites dispositions."

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers*

Art. 7. Dans l'article 46 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Toutefois, lorsqu'elle dispose d'éléments concrets de mécanismes particuliers dans le chef d'une société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement, d'une société d'investissement, d'une société de gestion d'organismes de placement collectif ou d'un gestionnaire d'organismes de placement collectif alternatifs qu'elle a agréé(e), elle les dénonce aux autorités judiciaires.

Par "mécanisme particulier", on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède de l'entreprise elle-même ou implique de toute évidence la coopération active de l'entreprise ou, encore, procède d'une négligence manifeste de l'entreprise ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que l'entreprise sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écartera des normes et des usages normaux en matière d'opérations financières."

Art. 8. À l'article 76 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 11 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"L'article 74 s'applique aux commissaires agréés, aux réviseurs d'entreprises et aux experts quant aux informations dont ils ont eu connaissance en raison des missions qui leur ont été confiées au sein d'une entreprise ou d'une personne soumise au contrôle de la FSMA."

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Dans le cadre de l'obligation qui leur incombe de faire d'initiative rapport à l'autorité de contrôle dès qu'ils constatent des décisions ou des faits qui peuvent constituer des violations des lois de contrôle sectorielles, les commissaires agréés en fonction auprès d'entreprises soumises au contrôle de la FSMA sont tenus, lorsqu'ils disposent, dans l'exercice de leurs missions, d'éléments concrets de mécanismes particuliers au sens de l'article 46, de les dénoncer à la FSMA."

Art. 4. Artikel 36/25, § 4, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het is de centrale tegenpartijen verboden een bijzonder mechanisme in de zin van artikel 36/4, tweede lid, in te stellen met dien verstande dat de in punt 4° van het voornoemde artikel bedoelde normen en normale praktijken de normen en normale praktijken zijn voor verrichtingen die in het kader van de in de artikelen 14 en 15 van Verordening 648/2012 bedoelde diensten worden uitgevoerd."

Art. 5. In artikel 36/26/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2018 en gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, wordt een paragraaf 5/1 ingevoegd, luidende:

"§ 5/1. Het is de centrale effectenbewaarinstellingen en de ondersteuning verlenende instellingen verboden een bijzonder mechanisme in de zin van artikel 36/4, tweede lid, in te stellen met dien verstande dat de in punt 4° van het voornoemde artikel bedoelde normen en normale praktijken de normen en normale praktijken zijn voor verrichtingen die in het kader van de in de bijlage van Verordening 909/2014 bedoelde diensten worden uitgevoerd."

Art. 6. Artikel 36/31, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij koninklijk besluit van 3 maart 2011 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, wordt aangevuld met de bepaling onder 4°, luidende:

"4° de in artikel 36/25, § 4, bedoelde centrale tegenpartijen en de in artikel 36/26/1 bedoelde centrale effectenbewaarinstellingen en ondersteuning verlenende instellingen die met opzet een bijzonder mechanisme instellen in de zin van de voornoemde bepalingen."

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten*

Art. 7. In artikel 46 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Wanneer zij evenwel over concrete elementen beschikt met betrekking tot bijzondere mechanismen bij een door haar vergunde vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies, beleggingsvennootschap, beheervennootschap van instellingen voor collectieve belegging, of beheerder van alternatieve instellingen voor collectieve belegging, doet zij daarvan aangifte bij het gerecht.

Onder "bijzonder mechanisme" wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° het initiatief ertoe wordt door de onderneming zelf genomen of de onderneming neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de onderneming;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de onderneming weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake financiële verrichtingen."

Art. 8. In artikel 76 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Artikel 74 is van toepassing op de erkende commissarissen, op de bedrijfsrevisoren en op de deskundigen, wat de informatie betreft waarvan zij kennis hebben genomen in het kader van hun opdrachten bij een onderneming of een persoon waarop de FSMA toezicht uitoefent."

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"In het kader van hun verplichting om op eigen initiatief verslag uit te brengen bij de toezichthouder zodra zij kennis krijgen van beslissingen of feiten die kunnen wijzen op een overtreding van de sectorale toezichtwetten, dienen de erkende commissarissen werkzaam bij ondernemingen waarop de FSMA toezicht uitoefent, aan de FSMA een melding te doen wanneer ze bij de uitvoering van hun opdrachten over concrete elementen beschikken met betrekking tot bijzondere mechanismen in de zin van artikel 46."

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances*

Art. 9. Dans la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, il est inséré un article 41/1 rédigé comme suit :

“Art. 41/1. Il est interdit aux sociétés d’investissement de mettre en place un mécanisme particulier.

Par “mécanisme particulier”, on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède de la société d’investissement elle-même ou implique de toute évidence la coopération active de la société d’investissement ou, encore, procède d’une négligence manifeste de la société d’investissement ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d’omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c’est-à-dire que la société d’investissement sait ou devrait savoir que le mécanisme s’écarter des normes et des usages normaux en matière d’opérations financières.”.

Art. 10. Dans l’article 106, § 1^{er}, alinea 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2014, il est inséré un 5° rédigé comme suit :

“5° ils transmettent chaque année à la FSMA une déclaration précisant s’ils ont (ou non) constaté des mécanismes particuliers au sens de l’article 41/1.”.

Art. 11. L’article 112 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“L’article 111, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 2° à 6°, et §§ 2 à 5, est applicable au cas où la FSMA a connaissance du fait qu’une société d’investissement et/ou une société de gestion d’organismes de placement collectif désignée a mis en place un mécanisme particulier au sens de l’article 41/1.”.

Art. 12. Dans la même loi, il est inséré un article 201/1 rédigé comme suit :

“Art. 201/1. Il est interdit aux sociétés de gestion d’organismes de placement collectif de mettre en place un mécanisme particulier.

Par “mécanisme particulier”, on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède de la société de gestion d’organismes de placement collectif elle-même ou implique de toute évidence la coopération active de la société de gestion d’organismes de placement collectif ou, encore, procède d’une négligence manifeste de la société de gestion d’organismes de placement collectif ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d’omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c’est-à-dire que la société de gestion d’organismes de placement collectif sait ou devrait savoir que le mécanisme s’écarter des normes et des usages normaux en matière d’opérations financières.”.

Art. 13. Dans l’article 247, § 1^{er}, alinea 1^{er}, de la même loi, il est inséré un 5° rédigé comme suit :

“5° ils transmettent chaque année à la FSMA une déclaration précisant s’ils ont (ou non) constaté des mécanismes particuliers au sens de l’article 201/1.”.

Art. 14. Dans l’article 250 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

“§ 6. Les paragraphes 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 1°, 3°, 4° et 5°, et 2 à 5 sont applicables au cas où la FSMA a connaissance du fait qu’une société de gestion d’organismes de placement collectif a mis en place un mécanisme particulier au sens de l’article 201/1.”.

Art. 15. L’article 289, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2014, est complété par un 11° rédigé comme suit :

“11° ceux qui sciemment mettent en place un mécanisme particulier au sens de l’article 41/1 ou 201/1.”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvoordelingen*

Art. 9. In de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvoordelingen, wordt een artikel 41/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 41/1. Het is de beleggingsvennootschap verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder “bijzonder mechanisme” wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° het initiatief ertoe wordt door de beleggingsvennootschap zelf genomen of de beleggingsvennootschap neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de beleggingsvennootschap;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de beleggingsvennootschap weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake financiële verrichtingen.”.

Art. 10. In artikel 106, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, wordt een bepaling onder 5° ingevoegd, luidende:

“5° maken zij jaarlijks aan de FSMA een verklaring over waarin wordt aangegeven of zij al dan niet bijzondere mechanismen in de zin van artikel 41/1 hebben vastgesteld.”.

Art. 11. Artikel 112 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Artikel 111, § 1, eerste en tweede lid, 2° tot 6°, en §§ 2 tot 5, is van toepassing wanneer de FSMA kennis heeft van het feit dat een beleggingsvennootschap en/of een aangestelde beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging een bijzonder mechanisme heeft ingesteld in de zin van artikel 41/1.”.

Art. 12. In dezelfde wet wordt een artikel 201/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 201/1. Het is de beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder “bijzonder mechanisme” wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° het initiatief ertoe wordt door de beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging zelf genomen of de beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake financiële verrichtingen.”.

Art. 13. In artikel 247, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt een bepaling onder 5° ingevoegd, luidende:

“5° maken zij jaarlijks aan de FSMA een verklaring over waarin wordt aangegeven of zij al dan niet bijzondere mechanismen in de zin van artikel 201/1 hebben vastgesteld.”.

Art. 14. In artikel 250 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, wordt paragraaf 6 vervangen als volgt:

“§ 6. De paragrafen 1, eerste en tweede lid, 1°, 3°, 4° en 5°, en 2 tot 5 zijn van toepassing wanneer de FSMA kennis heeft van het feit dat een beheervenootschap van instellingen voor collectieve belegging een bijzonder mechanisme heeft ingesteld in de zin van artikel 201/1.”.

Art. 15. Artikel 289, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, wordt aangevuld met een bepaling onder 11°, luidende:

“11° zij die met opzet een bijzonder mechanisme instellen in de zin van artikel 41/1 of 201/1.”.

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires*

Art. 16. Dans la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, il est inséré un article 33/1 rédigé comme suit :

“Art. 33/1. Il est interdit aux gestionnaires de mettre en place un mécanisme particulier.

Par “mécanisme particulier”, on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes:

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède du gestionnaire lui-même ou implique de toute évidence la coopération active du gestionnaire ou, encore, procède d’une négligence manifeste du gestionnaire ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d’omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c’est-à-dire que le gestionnaire sait ou devrait savoir que le mécanisme s’écarter des normes et des usages normaux en matière d’opérations financières.”.

Art. 17. Dans l’article 165, alinea 2, de la même loi, les mots “Les articles 37, 39, 44, 45 et 46 sont applicables” sont remplacés par les mots “Les articles 33/1, 37, 39, 44, 45 et 46 sont applicables”.

Art. 18. Dans l’article 357, § 1^{er}, alinea 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 2018, il est inséré un 6° rédigé comme suit :

“6° ils transmettent chaque année à la FSMA une déclaration précisant s’ils ont (ou non) constaté des mécanismes particuliers au sens de l’article 33/1.”.

Art. 19. L’article 363 est remplacé par ce qui suit :

“L’article 360, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 1°, a), ii) et vi), et 2°, a), i) et iii) à v), et §§ 2 à 5, est applicable lorsque la FSMA a connaissance d’un mécanisme particulier au sens de l’article 33/1.”.

Art. 20. L’article 370 de la même loi est complété par un 10° rédigé comme suit :

“10° ceux qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens de l’article 33/1.”.

CHAPITRE 5. — *Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse*

Art. 21. À l’article 21 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, modifié par la loi du 21 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er}/1 est renuméroté en paragraphe 1^{er}/2 ;

b) un nouveau paragraphe 1^{er}/1 est inséré, rédigé comme suit :

“§ 1^{er}/1. En particulier, il est interdit aux établissements de crédit de mettre en place un mécanisme particulier.

Par “mécanisme particulier”, on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède de l’établissement de crédit lui-même ou implique de toute évidence la coopération active de l’établissement de crédit ou, encore, procède d’une négligence manifeste de l’établissement de crédit ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d’omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c’est-à-dire que l’établissement de crédit sait ou devrait savoir que le mécanisme s’écarter des normes et des usages normaux en matière d’opérations bancaires et financières.”.

Art. 22. L’article 225, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 25 octobre 2016, est complété par le 6° rédigé comme suit :

“6° ils transmettent chaque année à l’autorité de contrôle une déclaration précisant s’ils ont (ou non) constaté des mécanismes particuliers au sens de l’article 21, § 1^{er}/1.”.

Art. 23. Dans l’article 236, § 5, de la même loi, les mots “un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers” sont remplacés par les mots “un mécanisme particulier au sens de l’article 21, § 1^{er}/1”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders*

Art. 16. In de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders, wordt een artikel 33/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 33/1. Het is de beheerder verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder “bijzonder mechanisme” wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° het initiatief ertoe wordt door de beheerder zelf genomen of de beheerder neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de beheerder;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de beheerder weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake financiële verrichtingen.”.

Art. 17. In artikel 165, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden “De artikelen 37, 39, 44, 45 en 46 zijn van toepassing” vervangen door de woorden “De artikelen 33/1, 37, 39, 44, 45 en 46 zijn van toepassing”.

Art. 18. In artikel 357, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, wordt een bepaling onder 6° ingevoegd, luidende:

“6° maken zij jaarlijks aan de FSMA een verklaring over waarin wordt aangegeven of zij al dan niet bijzondere mechanismen in de zin van artikel 33/1 hebben vastgesteld.”.

Art. 19. Artikel 363 wordt vervangen als volgt:

“Artikel 360, § 1, eerste en tweede lid, 1°, a), ii) tot vi), en 2°, a), i) en iii) tot v), en §§ 2 tot 5, is van toepassing wanneer de FSMA kennis heeft van een bijzonder mechanisme in de zin van artikel 33/1.”.

Art. 20. Artikel 370 van dezelfde wet wordt aangevuld met een bepaling onder 10°, luidende:

“10° zij die met opzet een bijzonder mechanisme instellen in de zin van artikel 33/1.”.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen*

Art. 21. In artikel 21 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1/1 wordt vernummerd tot paragraaf 1/2;

b) een nieuwe paragraaf 1/1 wordt ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. In het bijzonder is het de kredietinstellingen verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder “bijzonder mechanisme” wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° het initiatief ertoe wordt door de kredietinstelling zelf genomen of de kredietinstelling neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de kredietinstelling;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de kredietinstelling weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake bancaire en financiële verrichtingen.”.

Art. 22. Artikel 225, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 oktober 2016, wordt aangevuld met de bepaling onder 6°, luidende:

6° maken zij jaarlijks aan de toezichthouder een verklaring over waarin wordt aangegeven of zij al dan niet bijzondere mechanismen in de zin van artikel 21, § 1/1, hebben vastgesteld.”.

Art. 23. In artikel 236, § 5, van dezelfde wet worden de woorden “een bijzonder mechanisme heeft ingesteld met als doel of gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen” vervangen door de woorden “een bijzonder mechanisme heeft ingesteld in de zin van artikel 21, § 1/1”.

Art. 24. Dans l'article 329, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "ou si la Banque a connaissance d'un mécanisme particulier au sens de l'article 21, § 1^{er}/1," sont insérés entre les mots "dans le domaine de compétence de l'autorité de contrôle," et les mots "elle met l'établissement de crédit en demeure".

Art. 25. L'article 348, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2020, est complété par un 18^o rédigé comme suit :

"18^o ceux qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens de l'article 21, § 1^{er}/1."

CHAPITRE 6. — *Modification de la loi du 12 mai 2014 relative aux sociétés immobilières réglementées*

Art. 26. L'article 65 de la loi du 12 mai 2014 relative aux sociétés immobilières réglementées est abrogé.

CHAPITRE 7. — *Modifications de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance*

Art. 27. Dans l'article 42 de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

"§ 1^{er}/1. En particulier, il est interdit aux entreprises d'assurance ou de réassurance de mettre en place un mécanisme particulier.

Par "mécanisme particulier", on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1^o il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2^o son initiative procède de l'entreprise d'assurance ou de réassurance elle-même ou implique de toute évidence sa coopération active ou, encore, procède d'une négligence manifeste de celle-ci ;

3^o il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4^o il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que l'entreprise d'assurance ou de réassurance sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écarte des normes et des usages normaux en matière d'activités d'assurance ou de réassurance ou, plus généralement, d'opérations financières."

Art. 28. Dans la même loi, il est inséré un article 335/1 rédigé comme suit :

"Art. 335/1. Les commissaires agréés transmettent chaque année à l'autorité de contrôle une déclaration précisant s'ils ont (ou non) constaté des mécanismes particuliers au sens de l'article 42, § 1^{er}/1."

Art. 29. Dans l'article 517, § 5, de la même loi, les mots "un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers" sont remplacés par les mots "un mécanisme particulier au sens de l'article 42, § 1^{er}/1."

Art. 30. L'article 605, § 1^{er}, de la même loi est complété par un 13^o rédigé comme suit :

"13^o ceux qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens de l'article 42, § 1^{er}/1."

CHAPITRE 8. — *Modifications de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement*

Art. 31. Dans l'article 25 de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement, remplacé par la loi du 21 novembre 2017, et modifié en dernier lieu par la loi du 2 mai 2019, il est inséré un paragraphe 1^{er}/1, rédigé comme suit :

"§ 1^{er}/1. Il est interdit aux sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement de mettre en place un mécanisme particulier.

Par "mécanisme particulier", on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes:

1^o il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

Art. 24. In artikel 329, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "of indien de Bank kennis heeft van een bijzonder mechanisme in de zin van artikel 21, § 1/1," ingevoegd tussen de woorden "die tot de bevoegdheidsfeer van de toezichthouder behoren," en de woorden "maant hij de kredietinstelling aan".

Art. 25. Artikel 348, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 juli 2020, wordt aangevuld met de bepaling onder 18^o, luidende:

"18^o wie met opzet een bijzonder mechanisme instelt in de zin van artikel 21, § 1/1."

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van de wet van 12 mei 2014 betreffende de gereguleerde vastgoedvennootschappen*

Art. 26. Artikel 65 van de wet van 12 mei 2014 betreffende de gereguleerde vastgoedvennootschappen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen*

Art. 27. In artikel 42 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

"§ 1/1. In het bijzonder is het de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder "bijzonder mechanisme" wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1^o het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2^o het initiatief ertoe wordt door de verzekerings- of herverzekeringsonderneming zelf genomen of de verzekerings- of herverzekeringsonderneming neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de verzekerings- of herverzekeringsonderneming;

3^o het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4^o het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de verzekerings- of herverzekeringsonderneming weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake verzekerings- of herverzekeringsactiviteiten of, meer in het algemeen, inzake financiële verrichtingen."

Art. 28. In dezelfde wet wordt een artikel 335/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 335/1. De erkende commissarissen maken jaarlijks aan de toezichthouder een verklaring over waarin wordt aangegeven of zij al dan niet bijzondere mechanismen in de zin van artikel 42, § 1/1, hebben vastgesteld."

Art. 29. In artikel 517, § 5, van dezelfde wet worden de woorden "een bijzonder mechanisme heeft ingesteld met als doel of gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen" vervangen door de woorden "een bijzonder mechanisme heeft ingesteld in de zin van artikel 42, § 1/1".

Art. 30. Artikel 605, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepaling onder 13^o, luidende:

"13^o wie met opzet een bijzonder mechanisme instelt in de zin van artikel 42, § 1/1."

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen van de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies*

Art. 31. In artikel 25 van de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies, vervangen bij de wet van 21 november 2017 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

"§ 1/1. Het is de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder "bijzonder mechanisme" wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1^o het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° son initiative procède de la société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement elle-même ou implique de toute évidence la coopération active de la société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement ou, encore, procède d'une négligence manifeste de la société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que la société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écarte des normes et des usages normaux en matière d'opérations financières."

Art. 32. Dans l'article 64 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 3. Le paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er}, 1°, 4°, 5° et 6°, et 2 ainsi que le paragraphe 2 sont applicables au cas où la FSMA a connaissance du fait qu'une société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement a mis en place un mécanisme particulier au sens de l'article 25, § 1^{er}/1."

Art. 33. A l'article 76 de la même loi, modifié par la loi du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots "article 64, §§ 2 et 3" sont remplacés par les mots "article 64, § 2" et la phrase "L'article 64, § 3, s'applique également aux sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement étrangères relevant du droit d'un autre État membre qui opèrent en Belgique sous le régime de la libre prestation de services." est abrogée ;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

"§ 4. Le paragraphe 2 est, à l'exception de la dernière phrase, également applicable lorsqu'une société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement étrangère relevant du droit d'un autre État membre viole des obligations qui ne découlent pas des dispositions arrêtées en application de la Directive 2014/65/UE mais qui relèvent bien de la compétence de la FSMA."

Art. 34. L'article 85, 1°, de la même loi, remplacé par la loi du 21 novembre 2017, est remplacé comme suit : "1° les articles 25, §§ 1^{er}, 9° et 1^{er}/1, et 26 à 26/2 de la présente loi ;".

Art. 35. L'article 107, § 1^{er} de la même loi est complété par un 10° rédigé comme suit :

"10° ceux qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens de l'article 25, § 1^{er}/1."

CHAPITRE 9. — Modifications de la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement

Art. 36. Dans l'article 21 de la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement, modifié par la loi du 2 mai 2019, il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

"§ 1^{er}/1. En particulier, il est interdit aux établissements de paiement de mettre en place un mécanisme particulier.

Par "mécanisme particulier", on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1° il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2° son initiative procède de l'établissement de paiement lui-même ou implique de toute évidence la coopération active de l'établissement de paiement ou, encore, procède d'une négligence manifeste de l'établissement de paiement ;

3° il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que l'établissement de paiement sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écarte des normes et des usages normaux en matière d'opérations réalisées dans le cadre de services de paiement, et, plus généralement, d'opérations financières."

Art. 37. Dans l'article 115 de la même loi, modifié par la loi du 2 mai 2019, il est inséré un paragraphe 6/1 rédigé comme suit :

"§ 6/1. Les commissaires agréés transmettent chaque année à l'autorité de contrôle une déclaration précisant s'ils ont (ou non) constaté des mécanismes particuliers au sens de l'article 21, § 1^{er}/1."

2° het initiatief ertoe wordt door de vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies zelf genomen of de vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake financiële verrichtingen."

Art. 32. In artikel 64 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt:

"§ 3. Paragraaf 1, eerste lid, 1°, 4°, 5° en 6°, en tweede lid alsook paragraaf 2 zijn van toepassing wanneer de FSMA kennis heeft van het feit dat een vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies een bijzonder mechanisme heeft ingesteld in de zin van artikel 25, § 1/1".

Art. 33. In artikel 76 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "Artikel 64, §§ 2 en 3," vervangen door de woorden "Artikel 64, § 2," en wordt de zin "Artikel 64, § 3, geldt eveneens voor de buitenlandse vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies die ressorteren onder het recht van een andere lidstaat die in België werkzaam zijn via het vrij verrichten van diensten." opgeheven;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"§ 4. Paragraaf 2, behalve de laatste zin, is eveneens van toepassing wanneer een buitenlandse vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies die ressorteert onder het recht van een andere lidstaat verplichtingen schendt die niet uit de ter uitvoering van de Richtlijn 2014/65/EU vastgestelde bepalingen voortvloeien, maar die wel tot de bevoegdheid behoren van de FSMA."

Art. 34. Artikel 85, 1°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 november 2017, wordt vervangen als volgt: "1° de artikelen 25, §§ 1, 9° en 1/1, en 26 tot 26/2 van deze wet;".

Art. 35. Artikel 107, § 1 van dezelfde wet wordt aangevuld met een bepaling onder 10°, luidende:

"10° wie met opzet een bijzonder mechanisme instelt in de zin van artikel 25, § 1/1."

HOOFDSTUK 9. — Wijzigingen van de wet van 11 maart 2018 betreffende het statuut van en het toezicht op de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld, en de toegang tot betalingssystemen

Art. 36. In artikel 21 van de wet van 11 maart 2018 betreffende het statuut van en het toezicht op de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld, en de toegang tot betalingssystemen, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

"§ 1/1. In het bijzonder is het de betalingsinstellingen verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder "bijzonder mechanisme" wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2° het initiatief ertoe wordt door de betalingsinstelling zelf genomen of de betalingsinstelling neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de betalingsinstelling;

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de betalingsinstelling weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake verrichtingen die in het kader van betalingsdiensten worden uitgevoerd en, meer in het algemeen, inzake financiële verrichtingen."

Art. 37. In artikel 115 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, wordt een paragraaf 6/1 ingevoegd, luidende:

"§ 6/1. De erkende commissarissen maken jaarlijks aan de toezichthouder een verklaring over waarin wordt aangegeven of zij al dan niet bijzondere mechanismen in de zin van artikel 21, § 1/1, hebben vastgesteld."

Art. 38. Dans l'article 117, § 5 de la même loi, les mots "un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers" sont remplacés par les mots "un mécanisme particulier au sens de l'article 21, § 1^{er}/1".

Art. 39. Dans le titre 3, Chapitre 1^{er}, section 5, de la même loi, il est inséré un article 143/1 rédigé comme suit :

"Art. 143/1. L'article 117, § 5, est d'application à l'égard des établissements de paiement visés aux articles 120, 124 et 127."

Art. 40. L'article 149, § 1^{er}, de la même loi est complété par un 11^o rédigé comme suit :

"11^o ceux qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens de l'article 21, § 1^{er}/1."

Art. 41. Dans l'article 176 de la même loi, il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

"§ 1^{er}/1. En particulier, il est interdit aux établissements de monnaie électronique de mettre en place un mécanisme particulier.

Par "mécanisme particulier", on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1^o il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2^o son initiative procède de l'établissement de monnaie électronique lui-même ou implique de toute évidence la coopération active de l'établissement de monnaie électronique ou, encore, procède d'une négligence manifeste de l'établissement de monnaie électronique ;

3^o il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4^o il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que l'établissement de monnaie électronique sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écarte des normes et des usages normaux en matière d'opérations réalisées dans le cadre de l'émission de monnaie électronique, de services de paiement, et, plus généralement, d'opérations financières."

Art. 42. Dans l'article 215, § 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers" sont remplacés par les mots "un mécanisme particulier au sens de l'article 176, § 1^{er}/1".

Art. 43. À l'article 227 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1^o les mots "Les articles 140 à 143 sont applicables" sont remplacés par les mots "Les articles 140 à 143/1 sont applicables" ;

2^o la disposition est complétée par un 3^o rédigé comme suit :

"3^o à l'article 143/1, la référence aux articles 117, § 5, 120, 124 et 127 doit être lue comme une référence aux articles 215, § 5, 218, 219 et 220."

Art. 44. L'article 231, § 1^{er}, de la même loi est complété par un 12^o rédigé comme suit :

"12^o ceux qui, sciemment, mettent en place un mécanisme particulier au sens de l'article 176, § 1^{er}/1."

CHAPITRE 10. — Signalement des mécanismes particuliers aux autorités de contrôle du secteur financier

Art. 45. § 1^{er}. Dans le cadre du régime relatif au signalement d'infractions potentielles ou réelles prévu à l'article 69bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ainsi qu'à l'article 36/7/1 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, toute personne peut dénoncer à la FSMA ou à la BNB, selon le type d'entreprise concernée, les éléments concrets de mécanismes particuliers constatés auprès d'une entreprise visée à l'article 46 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ou à l'article 36/4 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique.

§ 2. Par "mécanisme particulier", on entend un procédé qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

1^o il a pour but ou pour effet de rendre possible ou de favoriser la fraude fiscale par des tiers ;

2^o son initiative procède de l'entreprise elle-même procède d'une négligence manifeste de l'entreprise ;

Art. 38. In artikel 117, § 5, van dezelfde wet worden de woorden "een bijzonder mechanisme hebben ingesteld met als doel of gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen" vervangen door de woorden "een bijzonder mechanisme hebben ingesteld in de zin van artikel 21, § 1/1".

Art. 39. In titel 3, Hoofdstuk 1, Afdeling 5 van dezelfde wet wordt een artikel 143/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 143/1. Artikel 117, § 5, is van toepassing op de in de artikelen 120, 124 en 127 bedoelde betalingsinstellingen."

Art. 40. Artikel 149, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepaling onder 11^o, luidende:

"11^o wie met opzet een bijzonder mechanisme instelt in de zin van artikel 21, § 1/1."

Art. 41. In artikel 176 van dezelfde wet wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

"§ 1/1. In het bijzonder is het de instellingen voor elektronisch geld verboden een bijzonder mechanisme in te stellen.

Onder "bijzonder mechanisme" wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1^o het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2^o het initiatief ertoe wordt door de instelling voor elektronisch geld zelf genomen of de instelling voor elektronisch geld neemt er duidelijk aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de instelling voor elektronisch geld;

3^o het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4^o het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de instelling voor elektronisch geld weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake verrichtingen die in het kader van de uitgifte van elektronisch geld en van betalingsdiensten worden uitgevoerd, en, meer in het algemeen, inzake financiële verrichtingen."

Art. 42. In artikel 215, § 5, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "een bijzonder mechanisme hebben ingesteld met als doel of gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen" vervangen door de woorden "een bijzonder mechanisme hebben ingesteld in de zin van artikel 176, § 1/1".

Art. 43. In artikel 227 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "De artikelen 140 tot 143 zijn van overeenkomstige toepassing" worden vervangen door de woorden "De artikelen 140 tot 143/1 zijn van overeenkomstige toepassing";

2^o er wordt een bepaling onder 3^o toegevoegd, luidende:

"3^o in artikel 143/1 moet de verwijzing naar de artikelen 117, § 5, 120, 124 en 127 worden gelezen als een verwijzing naar de artikelen 215, § 5, 218, 219 en 220."

Art. 44. Artikel 231, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepaling onder 12^o, luidende:

"12^o wie met opzet een bijzonder mechanisme instelt in de zin van artikel 176, § 1/1."

HOOFDSTUK 10. — Melding van bijzondere mechanismen aan de financiële toezichthouders

Art. 45. § 1. In het kader van de regeling inzake de melding van daadwerkelijke of potentiële inbreuken als bedoeld in artikel 69bis van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, en in artikel 36/7/1 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, kan eenieder bij de FSMA of bij de NBB, naargelang het type onderneming, aangifte doen van concrete elementen met betrekking tot bijzondere mechanismen die hij heeft vastgesteld bij een onderneming als bedoeld in artikel 46 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, of in artikel 36/4 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank.

§ 2. Onder "bijzonder mechanisme" wordt een procedé verstaan dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1^o het heeft als doel of gevolg fiscale fraude door derden mogelijk te maken of te bevorderen;

2^o het initiatief ertoe wordt door de onderneming zelf genomen of de onderneming neemt er duidelijk actief aan deel, of het is het gevolg van een grove nalatigheid van de onderneming;

3° il implique un ensemble de comportements ou d'omissions ;

4° il présente un caractère particulier, c'est-à-dire que l'entreprise sait ou devrait savoir que le mécanisme s'écarte des normes et des usages normaux en matière d'opérations bancaires, d'assurances, de réassurances et financières."

TITRE 3. — MODIFICATIONS DE LA LOI DU 18 SEPTEMBRE 2017 RELATIVE A LA PREVENTION DU BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME ET A LA LIMITATION DE L'UTILISATION DES ESPÈCES

Art. 46. Dans l'article 4 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, modifié par la loi du 20 juillet 2020, il est inséré un 17°/1, rédigé comme suit "17°/1 "autorités compétentes": une autorité publique dont une des missions légales est la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ou les infractions sous-jacentes associées, les autorités fiscales, les autorités publiques chargées de la saisie et confiscation des avoirs criminels, les autorités publiques recevant des informations sur les transports ou transferts transfrontaliers d'argent ou d'instruments au porteur négociable, la CTIF et les autorités de contrôle ;".

Art. 47. L'article 67, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 2020, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux versements postaux sur des comptes courants postaux ou comptes courants effectués par les fonctionnaires des services publics fédéraux et régionaux dans le cadre de l'exécution de leur fonction."

Art. 48. Dans la même loi, il est inséré un article 74/1 rédigé comme suit :

"Art. 74/1. § 1^{er}. Toute entité assujettie signale par voie électronique à l'Administration de la Trésorerie toute différence qu'elle constate entre les informations sur les bénéficiaires effectifs disponibles dans le registre UBO et les informations sur les bénéficiaires effectifs qui sont à sa disposition.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les avocats qui, dans l'exercice des activités énumérées à l'article 5, § 1^{er}, 28°, sont confrontés à une différence visée au même alinéa, en informent immédiatement le Bâtonnier de l'Ordre dont ils relèvent.

Le Bâtonnier vérifie le respect des conditions visées à l'alinéa 4 et l'article 5, § 1^{er}, 28°. Le cas échéant, il transmet par voie électronique, conformément à l'alinéa 1^{er}, et de manière immédiate et non filtrée, les informations et renseignements à l'Administration de la Trésorerie.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les entités assujetties visées à l'article 5, § 1^{er}, 23° à 28°, ne communiquent pas la différence constatée visée au même alinéa, lorsque les informations et renseignements ont été reçus d'un client ou obtenus sur un client lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation du client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations ou renseignements soient reçus ou obtenus avant, pendant ou après cette procédure, sauf si les entités assujetties visées ont pris part à des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, ont fourni un conseil juridique à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ou savent que le client a sollicité un conseil juridique à de telles fins.

L'obligation de signalement visée à l'alinéa 1^{er} est applicable aux autorités compétentes autres que la CTIF dans la mesure où elle n'interfère pas inutilement avec leurs fonctions.

§ 2. Lorsque des différences sont signalées, ou d'initiative, l'Administration de la Trésorerie prend des mesures appropriées pour modifier, confirmer, compléter, corriger ou clarifier les informations sur les bénéficiaires effectifs figurant dans le registre UBO. Elle peut notamment communiquer les fondements du signalement visé au paragraphe 1^{er} au redevable d'information concerné, visé à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui modifie, confirme, complète, corrige ou clarifie les informations sur les bénéficiaires effectifs figurant dans le registre UBO dans le mois à compter de la réception de cette communication. L'identité de l'entité assujettie ou autorité compétente à l'origine de ce signalement ne pourra pas être communiquée au redevable d'information concerné.

3° het bestaat uit een reeks gedragingen of onthoudingen;

4° het heeft een bijzonder karakter, wat betekent dat de onderneming weet of zou moeten weten dat het mechanisme afwijkt van de normen en de normale praktijken inzake bancaire, verzekerings- en financiële verrichtingen."

TITEL 3. — WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 18 SEPTEMBER 2017 TOT VOORKOMING VAN HET WITWASSEN VAN GELD EN DE FINANCIERING VAN TERRORISME EN TOT BEPERKING VAN HET GEBRUIK VAN CONTANTEN

Art. 46. In artikel 4 van wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2020, wordt een bepaling, onder 17°/1 ingevoegd, luidende "17°/1 "bevoegde autoriteiten": een overheidsorgaan met als wettelijke opdracht de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van het terrorisme of de daarmee verband houdende basisdelicten, de fiscale autoriteiten, de overheidsorganen belast met de inbeslagneming en verbeurdverklaring van vermogensbestanddelen van criminelen, de overheidsorganen die informatie krijgen over het vervoer of grensoverschrijdend vervoer van geld of verhandelbare instrumenten aan toonder, de CFI en de toezichtautoriteiten;"

Art. 47. Artikel 67, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2020, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het eerste lid is niet van toepassing op poststortingen op postrekeningen-courant of rekeningen-courant verricht door de ambtenaren van de federale of regionale overheidsdiensten in de uitvoering van hun functie."

Art. 48. In dezelfde wet wordt een artikel 74/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 74/1. § 1. De onderworpen entiteiten maken langs elektronische weg aan de Administratie van de Thesaurie melding van ieder verschil dat zij vaststellen tussen de informatie over uiteindelijke begunstigen in het UBO-register en de informatie over uiteindelijke begunstigen waarover zij beschikken.

In afwijking van het eerste lid moeten de advocaten die bij de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 5, § 1, 28°, worden geconfronteerd met een verschil bedoeld in hetzelfde lid, de Stafhouder van de Orde waartoe zij behoren daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen.

De Stafhouder controleert of de voorwaarden bedoeld in het vierde lid en artikel 5, § 1, 28°, zijn nageleefd. In voorkomend geval geeft hij de informatie en inlichtingen in overeenstemming met het eerste lid, onmiddellijk en ongefilterd, op elektronische wijze door aan de Administratie van de Thesaurie.

In afwijking van het eerste lid, delen de onderworpen entiteiten bedoeld in artikel 5, § 1, 23° tot en met 28°, het vastgesteld verschil bedoeld in hetzelfde lid niet mee, wanneer de informatie en inlichtingen van één van hun cliënten ontvangen werd of over één van hun cliënten verkregen werd tijdens de bepaling van de rechtspositie van deze cliënt, of in de uitoefening van hun opdracht die cliënt in of in verband met een rechtsgeding te verdedigen of te vertegenwoordigen, met inbegrip van advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeding, ongeacht of dergelijke informatie of inlichtingen vóór, gedurende of na een dergelijk geding wordt ontvangen of verkregen, tenzij de bedoelde onderworpen entiteiten zelf hebben deelgenomen aan de witwasactiviteiten of de activiteiten voor financiering van terrorisme, zij juridisch advies voor witwasdoeleinden of voor financiering van terrorisme hebben verstrekt, of zij weten dat hun cliënt juridisch advies wenst voor dergelijke doeleinden.

De meldingsplicht bedoeld in het eerste lid is, indien nodig en voor zover deze vereiste hun taken niet onnodig doorkruist, van toepassing op de bevoegde autoriteiten behalve de CFI.

§ 2. Wanneer er verschillen worden gemeld, of op eigen initiatief, neemt de Administratie van de Thesaurie passende maatregelen om de informatie over uiteindelijke begunstigen in het UBO-register te bevestigen, te verbeteren, te verduidelijken, te vervolledigen of te wijzigen. Ze kan met name de betrokken informatieplichtige bedoeld in artikel 74, § 1, eerste lid, in kennis stellen van de gronden van de melding bedoeld in paragraaf 1 en vragen om de desbetreffende informatie over uiteindelijke begunstigen in het UBO-register binnen een termijn van een maand na de ontvangst van deze kennisgeving te bevestigen, te verbeteren, te verduidelijken, te vervolledigen of te wijzigen. De identiteit van de onderworpen entiteit of de bevoegde autoriteit die de melding heeft gemaakt, wordt in geen geval meege-deeld aan de betrokken informatieplichtige.

Lorsque l'Administration de la Trésorerie fait une communication à un tiers, y compris le procureur du Roi ou le procureur fédéral, l'identité de l'entité assujettie ou de l'autorité compétente à l'origine du signalement de différence visé au paragraphe 1^{er} ne pourra en aucun cas être communiquée.

L'Administration de la Trésorerie fait mention dans le registre UBO qu'un signalement a été introduit conformément au paragraphe 1^{er} sans détailler l'entité assujettie ou l'autorité compétente qui en est à l'origine. Cette mention est uniquement visible pour les autorités compétentes et est retirée dès que les informations sur les bénéficiaires effectifs figurant dans le registre UBO sont modifiées, confirmées, complétées, corrigées ou clarifiées conformément à l'alinéa premier."

Art. 49. Dans l'article 75 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit "La consultation du registre UBO est gratuite." ;

2° l'alinéa 3 est supprimé

Art. 50. Dans l'article 132, § 6, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 2020, les mots "ou son délégué" sont insérés entre les mots "le ministre des Finances" et les mots "peut, lorsqu'il".

Art. 51. L'article 137, alinéa 1^{er}, de la même loi, est complété par le 3° rédigé comme suit :

"3° ceux qui, sans être inscrits à cet effet conformément à la procédure déterminée par le Roi, exercent une des activités visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K55-1900

Compte rendu intégral : 27 mai 2021.

Wanneer de Administratie van de Thesaurie een mededeling doet aan een derde, de Procureur des Konings of de federale procureur inbegrepen, dan zal de identiteit van de onderworpen entiteit of de bevoegde autoriteit die de melding van een verschil als bedoeld in paragraaf 1 heeft gemaakt in geen geval meegegeeld worden.

De Administratie van de Thesaurie vermeldt in het UBO-register dat een melding bedoeld in paragraaf 1 werd gemaakt zonder te preciseren welke onderworpen entiteit of bevoegde autoriteit eraan ten grondslag ligt. Deze vermelding is alleen zichtbaar voor de bevoegde autoriteiten en wordt verwijderd zodra de informatie over uiteindelijke begunstigen in het UBO-register is bevestigd, verbeterd, verduidelijkt, vervolledigd of gewijzigd overeenkomstig het eerste lid."

Art. 49. In artikel 75 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt "De raadpleging van het UBO-register is kosteloos." ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 50. In artikel 132, § 6, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2020, worden de woorden "of zijn gedelegeerde" ingevoegd tussen de woorden "de minister van Financiën" en de woorden ", wanneer hij een inbreuk vaststelt".

Art. 51. Artikel 137, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende:

3° zij die, zonder daarvoor ingeschreven te zijn overeenkomstig de door de Koning bepaalde procedure, één van de activiteiten bedoeld in artikel 5, § 1, zevende lid, uitoefenen."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K55-1900

Integraal verslag: 27 mei 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/21056]

11 MAI 2021. — Arrêté royal déterminant le périmètre du Stade Bardet en matière de sécurité lors des matches de football

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003, la loi du 27 décembre 2004, la loi du 25 avril 2007, la loi du 14 avril 2011, la loi du 27 juin 2016, la loi du 21 juillet 2016 et la loi du 3 juin 2018, vu notamment l'article 2, 9°, inséré par la loi du 10 mars 2003;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « périmètre », le périmètre tel que visé à l'article 2, 9°, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003, la loi du 27 décembre 2004, la loi du 25 avril 2007, la loi du 14 avril 2011, la loi du 27 juin 2016, la loi du 21 juillet 2016 et la loi du 3 juin 2018, inséré par la loi du 10 mars 2003.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/21056]

11 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot bepaling van de perimeter van het Stade Bardet inzake de veiligheid bij voetbalwedstrijden

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij wet van 10 maart 2003, bij wet van 27 december 2004, bij wet van 25 april 2007, bij wet van 14 april 2011, bij wet van 27 juni 2016, bij wet van 21 juli 2016 en bij wet van 3 juni 2018, inzonderheid gelet op artikel 2, 9°, ingevoegd bij wet van 10 maart 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « perimeter », de perimeter zoals bedoeld in artikel 2, 9°, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij wet van 10 maart 2003, bij wet van 27 december 2004, bij wet van 25 april 2007, bij wet van 14 april 2011, bij wet van 27 juni 2016, bij wet van 21 juli 2016 en bij wet van 3 juni 2018, ingevoegd bij wet van 10 maart 2003.